L'Est Républicain, Vendredi le 25 Février 2011 / Ouverture Nancy

Long débat d'orientation budgétaire très durable, hier soir à la CUGN.

Au terme de deux heures et quart de débat lénifiant sur les orientations budgétaires, Hervé Féron a lancé hier soir une charge vigoureuse contre la faiblesse des éléments apportés aux élus : « c'est un peu Oui-Oui au pays des finances publiques. Les rares chiffres avancés sont ceux fournis par Dexia ou la Caisse d'Epargne à usage des collectivités publiques. Certaines parties du document sont même des copier-coller de discours de ministres, de documents officiels des ministères ». Et de s'emporter : « je comprends que vous soyez régulièrement invité au livre sur la place, vous êtes le PPDA de la politique ! »

Sur le fond, le député-maire de Tomblaine galvanisé a abordé les chiffres : « La CUGN reste la communauté urbaine la plus endettée de France : 1.980 EUR par habitant. C'est un record. Strasbourg est à 1 177 EUR par habitant ». Pierre Boileau, vice-président chargé des finances le contredit : « vous devriez revoir vos chiffres, Le Mans est à 2 396 EUR par habitant. » Pour André Rossinot, le critère est de toute façon contestable : « Si on fait entrer 50.000 habitants de plus dans la communauté urbaine, nous aurions un rapport bien meilleur de l'endettement par habitant : à vous de convaincre les maires des alentours qui sont de votre couleur politique », lance-t-il à Hervé Féron. Quand au coup de griffe personnel, André Rossinot donne un conseil à Hervé Féron : « Vous êtes encore jeune, vous avez l'avenir devant vous. Or l'avenir ne se bâtit pas comme si on était sur l'estrade d'un théâtre ».

Le mètre cube

Au fil du filandreuse débat, au détour des prises de paroles des uns et des autres, on a appris ou deviné quelques augmentations qui se profilent. D'abord, cette phrase sans équivoque dans la bouche du vice-président : « le produit fiscal d'équilibre repose sur les contribuables ».

C'est-à-dire concrètement que seuls les impôts ménages peuvent assurer le futur équilibre budgétaire. Mais le vice-président a également évoqué plusieurs nouvelles taxes possibles : sur la plus-value des immeubles et terrains le long des lignes de transport en commun en site propre par exemple, ou la taxe sur les logements vacants.

Plus explicite : Serge Bouly, chargé de l'eau et l'assainissement a expliqué que la hausse du prix du mètre cube « est inéluctable » ? Depuis 1989, « la consommation a baissé de 34 %, les recettes baissent de 12 MEUR par an, les investissements progressent. Comment y échapper ? »

C. D.